



# LE CANARD

## en furie

3ème année

HEBDOMADAIRE SATIRIQUE NIGERIEN N° 163 du lundi 27 janvier 2020

Siège Terminus, 1<sup>er</sup> virage à gauche  
après l'Hôtel Terminus en venant du  
Rond point Grand Hôtel.  
RCCM/NI/NIA/2018/A/073/ NIF: 44 126/S  
Email: [lecanardenfurie@gmail.com](mailto:lecanardenfurie@gmail.com)  
90.00.99.83 / 96.75.34.12

PRIX : 300 F

*Perspectives électorales 2020-2021*

# Vers un front uni pour sauver le Niger



*Nominations en cascade de fils à papa*

## Le Niger est-il devenu une république familiale?

*Au tout début du premier mandat, après les maris ou les épouses, ce sont les conjoints et les conjointes qui furent promues. Ainsi, les maris, les épouses et les frères, sinon les beaux frères, pour le bonheur des familles, dans le mépris des militants qui attendent, furent nommés à tour de bras, consacrant une démocratie familiale...* PP 4-5

*Rapports de Transparency et de l'EIU*

## Le Niger classé parmi les pays où règnent la corruption et l'autoritarisme

*La semaine dernière, l'association internationale de lutte contre la corruption, Transparency International et le «Economist Intelligence Unit (EIU)» ont publié leurs rapports, respectivement sur l'indice de la corruption dans le monde et sur l'état de la démocratie en Afrique. Malheureusement, le Niger occupe des rangs peu enviables dans chacun de ces rapports...* P-7

*Rebondissement de la crise du MPR Jamahoriya*

## Albadé Abouba face à l'ingratitude du PNDS

P-6

*Grève d'un mois des enseignants des universités publiques*

## Le gouvernement jette de l'huile sur le feu

## Amères vérités

### ***Karidio Mamadou, Kalla Moutari, Massoudou Hassoumi et tous les autres peuvent dormir tranquilles, sur leurs lauriers. Ils ne sont pas seuls et ils le savent, tout autant que le Président Issoufou.***

Il semble que le Président Issoufou Mahamadou serait particulièrement fâché en faisant la découverte (sic !) de certains scandales financiers, particulièrement au ministère de la Défense nationale. Et il s'est trouvé des Nigériens, ingénus ou inspirés par la mauvaise foi, pour prétendre que le Président Issoufou serait fâché et décidé à faire rendre gorge aux auteurs des malversations mises en lumière par une inspection. Et comme s'il n'y a que des ministres qui soient indéliçats et qu'ils soient seuls à avoir fait main basse sur des deniers et biens publics, le Président Issoufou aurait entrepris de soumettre à l'Assemblée nationale un projet de loi de modification constitutionnelle en vue d'assouplir les démarches et modalités de mise en accusation des membres de gouvernement impliqués dans les détournements de fonds. Ce qu'il y a, il faut en convenir, de plus commun sous la 7<sup>e</sup> République.

Ainsi, donc, pour permettre à la justice d'entendre des ministres indéliçats, le Président Issoufou se croit si désarmé par la constitution qu'il songe à la modification des dispositions qui faciliteraient la poursuite judiciaire des ministres cités dans quelques affaires scabreuses. Ceux qui se sont succédé à la tête du ministère de la Défense nationale sont particulièrement visés, dit-on ici et là. Il est clair et indiscutable que ceux qui ont détourné à leurs profits personnels des milliards destinés à l'acquisition d'armements et d'équipements militaires connexes en vue de mieux faire face à l'insécurité et au terrorisme ont les mains tachées de sang. Du sang de leurs compatriotes qui sont tombent sous les balles ennemies du fait, essentiellement, de leur sous-armement. Ce sont des criminels à part entière et ils doivent, un jour ou l'autre, répondre de leurs forfaits.

Cependant, et il faut le relever, le Président Issoufou n'est pas ce chef d'Etat qui va mettre l'Etat du Niger dans ses droits et des preuves, il y en a à la pelle, sauf, bien sûr, pour ceux qui refusent de voir ou d'entendre. Pour ceux-là, il n'y a rien à faire, présentez-leur du noir, ils vous diront que c'est du blanc.

De prime abord, cette histoire de modification constitutionnelle en vue de faciliter la procédure judiciaire visant des ministres est du cirque. Du pur cirque. Pourquoi, si ce n'est pas le cas, ne commence-t-on pas par les fonctionnaires indéliçats qui ont commis les mêmes crimes économiques ? Autant celui qui détourne l'argent public destiné à équiper l'armée est du sang sur les

maines ; autant celui qui détourne à son profit des tonnes de vivres destinées aux populations sinistrées et/ou en proie à la famine et à l'insécurité en a sur les mains. Tous deux sont des criminels. Or, il se trouve que dans ce pays, des gens ont détourné et vendu à leurs profits personnels 15 000 tonnes de vivres destinées aux populations éprouvées de Diffa — la requête a été faite auprès de la République islamique du Pakistan pour leur compte — en proie à l'insécurité alimentaire du fait des exactions de Boko Haram. Ces individus sont là, connus puisque dénoncés par la presse, et aucun d'eux ne dispose de l'immunité d'un ministre ou d'un député. Pourtant, ils n'ont jamais été inquiétés par la police judiciaire, encore moins par le Parquet.

#### **Des cas pareils sont légion.**

Avant d'être là où il se trouve actuellement du fait du Président Issoufou Mahamadou qui a agi ainsi pour le soustraire à l'action entreprise contre lui par la Haute autorité de lutte contre la corruption et les infractions assimilées (Halcia), Issaka Assoumane était directeur général des douanes. A ce poste, il a été épinglé par la Halcia dans un rapport portant sur la dissipation de matériels divers à la Société de raffinerie de Zinder (Soraz) estimés à plus de six milliards de francs CFA. Formellement reconnu comme l'auteur principal des faits, Issaka Assoumane a vu ses comptes bancaires séquestrés à la demande de la Halcia avant que le même Issoufou, président du Conseil de la magistrature, ne le nomme, dans la foulée, directeur de Cabinet avec rang de ministre à présidence de la République. Et comme il n'y a pas deux sans trois, la Halcia a dû lever, probablement sur instruction, le blocus sur ses comptes bancaires. Pour qu'il rende gorge, on n'a pas besoin de recourir à quelque modification constitutionnelle que ce soit.

Maïzama Gaya était directeur général de la Centrale d'achat d'intrants et matériels agricoles (Caima) lorsqu'il a été écroué à la maison d'arrêt de Say où il n'a fait que deux ou trois mois avant de se retrouver libre et ... tranquille, voire heureux. Officiellement accusé d'avoir détourné près de huit milliards de francs CFA, Maïzama Gaya n'a jamais été jugé. Il a été élargi sans autre forme de procès avant d'être, cerise sur le gâteau, nommé consul honoraire du Niger à Kano, au Nigeria.

Que dire de Zakou Djibo, que l'opposant Issoufou Mahamadou n'a eu de cesse de brocarder et de présenter comme le symbole de l'affairisme et de la corruption du

régime de la 5<sup>e</sup> République, mais qui se trouve aujourd'hui dans les bonnes grâces du même Issoufou, devenu entre-temps président de la République ?

Que dire du contentieux judiciaire Etat du Niger-Africard qui a coûté des milliards au Niger, par une faute absolument impardonnable de certaines personnalités, au sommet de l'Etat, et que le Président Issoufou connaît mieux que quiconque ?

Que dire de ces 1000 milliards que le gouvernement a officiellement déclaré avoir perdus dans de complaisantes ou fausses exonérations douanières et fiscales ? Les auteurs, co-auteurs et complices sont pourtant connus et continuent leurs sales besognes en toute impunité.

Pour toutes ces raisons, et des centaines d'autres cas, le Président Issoufou doit songer à retirer ce projet de loi que des sources disent être déjà sur le bureau de l'Assemblée nationale en attendant une prochaine session. Les cas cités, ici, doivent suffire à démontrer amplement qu'il n'existe chez Issoufou Mahamadou aucune volonté à faire rentrer l'Etat dans ses droits. Ce qui s'est passé au ministère de la Défense n'a rien d'exceptionnel dans ce qui s'est passé chez Issoufou Mahamadou aucune volonté à faire rentrer l'Etat dans ses droits. Ce qui s'est passé au ministère de la Défense n'a rien d'exceptionnel dans ce qui s'est toujours passé sous Issoufou et qui ne l'a jamais dérangé.

En guise de conclusion, les Nigériens doivent apprendre à reconnaître la vérité et à l'aimer. Elle peut avoir un arrière-goût amer, mais elle est bien meilleure au mensonge et au faux. Comment peut-on attendre le meilleur d'un homme qui continue à nommer des ministres alors que l'état des finances publiques est critique et que les secteurs sociaux de base sont négligés. Ce n'est pas la première fois que nous le disons, la lutte contre la corruption et les infractions assimilées, les poursuites judiciaires contre les auteurs de détournements de deniers et biens publics, etc., ce n'est pas pour demain sous Issoufou Mahamadou. S'il veut prouver le contraire, il n'a qu'à commencer avec ceux dont la poursuite judiciaire ne nécessite ni levée d'immunité parlementaire, ni mise en accusation. Et il le sait, ils sont nettement plus nombreux. En un mot, Karidio Mamadou, Kalla Moutari, Massoudou Hassoumi et tous les autres peuvent dormir tranquilles, sur leurs lauriers. Ils ne sont pas seuls et ils le savent, tout autant que le Président Issoufou.

**BONKANO.**



## Perspectives électorales 2020-2021

# Vers un front uni pour sauver le Niger

Le Niger traverse sans doute une phase critique de son évolution et les perspectives se présentent plutôt mal. À la situation économique, sociale et sécuritaire critique qui prévaut depuis quelque temps, se mêle la confusion politique. Le Niger vogue ainsi à vue, sans que les Nigériens perçoivent clairement où ils vont. Partisans du pouvoir et opposition n'ont pas la même lecture de la situation et des perspectives qui se dessinent. Alors que les partisans du pouvoir trouvent que tout va bien comme dans le meilleur des mondes possibles, que le Niger n'a jamais eu un code électoral aussi bon que celui qui est actuellement en vigueur, que le processus électoral se déroule suivant les normes établies et qu'il sera couronné de succès, les fronts de l'opposition estiment que la situation est désastreuse, que le Niger va à vau-l'eau et que le processus électoral, si l'on ne prend des mesures correctrices, risque d'engendrer une crise préélectorale et/ou postélectorale. Les positions sont, donc, tranchées et le président de la République ne semble pas au dessus de la mêlée. Le 17 décembre, au soir, à l'occasion du 62<sup>e</sup> anniversaire de la proclamation de la République du Niger, Issoufou Mahamadou a spécialement félicité le Premier ministre, Brigi Rafini pour un dialogue pourtant avorté ; tout comme il a félicité et encouragé la Commission électorale nationale indépendante (Ceni) à poursuivre ce qu'elle fait déjà en bien. Une façon de répondre à l'opposition qui attend, d'une part, qu'il apporte une caution personnelle à la tenue du dialogue national inclusif, d'autre part, de voir les pourparlers politiques déboucher sur une réforme du processus électoral. Et depuis cette annonce, jugée iconoclaste de la part d'un président de la République, l'opposition politique semble avoir considéré le divorce consommé. Le samedi 18 janvier 2020, sa composante réunie dans le cadre du Front pour la restauration et la défense de la République (Frddr) a rendu publique une déclaration pour le moins virulente dans laquelle il n'exigeait, ni plus, ni moins que « le départ de Issoufou Mahamadou afin que le Niger vive ».

### **Une classe politique fragmentée à dessein**

La déclaration du Frddr, dans tous ses aspects, traduit un état d'esprit près de la révolte. Les discours ternes ont fait place aux discours musclés et les résolutions hésitantes sont désormais délaissées au profit de décisions très engagées. Tout ce ci laisse entrevoir une mutation dans les positions au sein de l'opposition. Longtemps échauffés mais continuellement ramollis par les discours tempérés des leaders, les militants des partis d'opposition se disent désormais en phase avec les responsables politiques. La contestation du processus électoral et de la Ceni qui le pilote représentent une source

potentielle de conflit. Mais le pouvoir reste sourd à tout appel à la raison, se mettant en fin de compte sur le dos l'ensemble des partis politiques décidés à s'émanciper de la tutelle du Pnds Tarayya. La dislocation de certains de ces partis, inspirés et soutenus quelque part, est en train de s'amplifier et de s'étendre à des formations politiques jusqu'ici épargnées. C'est le cas du Mpr Jamhuriya d'Albadé Abouba. Parti allié au Pnds, né de la fronde suscitée au sein du Mnsd Nassara en 2014, le Mpr Jamhuriya a été, jusqu'à une date récente, le parti jumeau du Pnds. Jusqu'au jour où, à l'occasion du 4<sup>e</sup> anniversaire de son parti, Albadé Abouba a annoncé sa candidature à l'élection présidentielle prochaine. Une éventualité que de grands responsables du Pnds ont tout fait pour le dissuader d'annoncer.

### **Le Mpr Jamhuriya, une victime qui traverse des jours difficiles, mais qui reste toujours allié au Pnds et Albadé Abouba demeure un soutien ferme à Issoufou Mahamadou**

Aujourd'hui, son parti est en train de subir, dit-on, les représailles auxquelles il s'exposait en annonçant sa candidature à la présidentielle, lui qui s'était gentiment effacé devant Issoufou Mahamadou en 2016. Le 16 janvier 2020, Alma Oumarou a déclaré, depuis la capitale du Damagaram, que la section Mpr de Zinder retire sa confiance au président du parti, Albadé Abouba. Un coup dur qui sera, peu à près, suivi d'un autre, cette fois-ci à Niamey. Le jeudi 23 janvier 2020, la section de Niamey, sous la férule d'Amadou Salifou, ancien président de l'Assemblée nationale, a rendu publique une déclaration dans laquelle elle dit également avoir retiré sa confiance à Albadé Abouba. Et pour ne rien laisser au hasard, elle annonce le sieur Hama Moussa Touré comme candidat à la présidence du parti lors du prochain congrès du parti. Dans cette guerre larvée de dislocation du Mpr Jamhuriya, l'aile acquise à Albadé Abouba ne reste pas l'arme au pied. Réponse du berger à la bergère, dès le lendemain de la cinglante déclaration des hommes acquis à Amadou Salifou, ceux qui voient en eux des mercenaires ont réagi. Dans une déclaration, lue le même jeudi 23 janvier 2020, la section jamhuriya, proche d'Albadé Abouba dit exprimer son soutien ferme et indéfectible au président de notre parti. Curieusement, le Mpr reste un allié sûr du Pnds et Albadé Abouba demeure un soutien ferme du président Issoufou.

### **Le Niger va très mal, sur tous les plans**

Le Mnsd Nassara, le Moden Fa Lumana Africa, le Mpn Kishin Kassa, la Cds Rahama, Amin Amen, bref tous les partis politiques épris d'indépendance dans la coopération, se sont retrouvés ou se trouvent encore dans le collimateur du Pnds Tareyya, donnant ainsi raison à Hama Amadou, le chef de file de l'opposition qui, depuis 2014, parlait déjà de la volonté hégémonique de ce parti d'instaurer

la pensée unique. Victimes de ces actions de sabotage dont ils connaissent parfaitement la provenance et l'inspiration, ces partis seraient en train d'envisager un front uni pour sauver le Niger et ce qu'il en reste comme l'a déclaré récemment Ibrahim Yacoubou de Kishin Kassa. Selon des informations non encore officielles, ce front n'a rien de politique puisqu'il pourrait aller au-delà des lignes de démarcation traditionnelles. Car la confusion politique actuelle n'épargne guère le Pnds et ce parti, comme les autres, pourrait connaître une implosion encore plus grande que celles auxquelles les autres partis ont fait face. Conseiller de Mohamed Bazoum, Oumar Moussa a publié sur sa page facebook ceci : « Il y a des domaines (3 précisément) sur lesquels « la camaraderie politique s'arrête et la conscience d'un Intérêt National » supérieur à TOUT, prime. En tête de ces domaines, celui de la défense et la sécurité nationales. Ce domaine qui conditionne « notre souveraineté et notre existence en tant qu'Etat démocratique, est HORS du commerce politique ». Il y a des domaines (3 précisément) sur lesquels « la camaraderie politique s'arrête et la conscience d'un Intérêt National » supérieur à TOUT, prime. En tête de ces domaines, celui de la défense et la sécurité nationales. Ce domaine qui conditionne « notre souveraineté et notre existence en tant qu'Etat démocratique, est HORS du commerce politique ». Ce qui laisse supposer que le président et candidat officiel du Pnds ne cautionne pas la politique sécuritaire actuelle. De simples bisbilles qui constituent sans doute des querelles de famille. Pas plus, note-t-on.

### **Les Nigériens vivent le martyr et s'interrogent sur demain**

Un front uni pour quoi faire ? La réponse se trouve dans la bouche de l'ancien président de la République, Mahamane Ousmane. À l'occasion du 1<sup>er</sup> congrès de son parti, le Rdr Tchandji, Mahamane Ousmane a de nouveau brossé un sombre tableau de la situation du Niger. Une situation faite, dit-il, « d'iniquité, d'injustice, d'inégalité croissantes, toutes génératrices de frustrations, d'incivisme, de révoltes et conséquemment d'insécurité croissante ; d'insécurité permanente et croissante, semant la peur, la désolation et surtout, d'innombrables victimes dans les centres urbains et ruraux, insécurité gérée de manière inefficace, cavalière et insouciant, abandonnant à leur sort de nombreuses familles meurtries ou endeuillées ». Les Nigériens, conclue-t-il, savent que leur pays va mal, très mal, et sur tous les plans : politique, économique, social et culturel et ils le vivent et le sentent dans leur chair, dans leur cœur et dans leur âme ». Ce sont autant de raisons qui conduisent, lentement mais sûrement à un front uni contre le pouvoir actuel afin de sauver le Niger.

Doudou Amadou

*Nominations en cascade de fils à papa*

# Le Niger est-il devenu une république familiale?

Les socialistes nigériens gouvernent mal. Du reste, un de leurs amis, le franco-nigérien, Jean Olivier de Sardan, un chercheur émérite au Centre National de la Recherche Scientifique à Paris, dans une communication épistolaire rendue publique dans la presse, leur expliquait que leur gouvernance, au plan de la qualité, était objectivement critiquable et donc indéfendables. Mais ils n'avaient pas aimé l'ingérence et ne s'étaient pas privés, eux et leurs sbires,

démocratie. Refusant de tenir compte de certains équilibres qui ne pouvaient pas être futiles dans une nation fragile qui reste à reconstruire, ils occupaient tous les espaces, ne laissant rien aux autres, même pas à des alliés gentils. Aujourd'hui, sans oublier les ministères régaliens qui leur revenaient de facto, toutes les institutions sont « gardés » par des personnalités issues du parti présidentiel : présidence, primature, assemblée nationale, la cour

déconcertante : ils gèrent comme ils veulent, nomment qui ils veulent et la machine ne s'est jamais arrêtée, produisant sans cesse dans une économie exsangue pour ne pas dire moribonde, des promus souvent inutiles mais budgétivores. À chaque conseil des ministres on nomme et ça ne finit pas ! Et chaque jour, on invente des structures pour faire plaisir à un autre. La dernière trouvaille est cette histoire « d'économie des conférences » que la vanité de



d'attaquer avec véhémence l'honnête intellectuel, le taxant de tous les maux d'Israël. Or, il n'a fait que son rôle d'intellectuel critique qui connaît bien le pays et qui ne saurait mentir à sa conscience et aviser une société sur ses dérapages. On ne gouverne pas avec des humeurs mais avec une vision raisonnée. Les Nigériens ont pu apprécier la gestion socialiste qui, malgré que ses acteurs aient promis de faire moins d'exclusions, prétendant en avoir été ceux qui en avaient le plus souffert pour savoir mesurer ses conséquences sur la vie de la nation, ils avaient été ceux qui en faisaient trop, allant jusqu'à l'impensable, promouvant un ostracisme sauvage dans notre

constitutionnelles, la Cour des Comptes, etc. Il est même arrivé que des ministères soient entièrement envahis par les militants d'un parti comme si, par les règles d'un partage, on pouvait distribuer à qui on veut, souvent malheureusement sans tenir compte des profils et des compétences ainsi que le syndicat des agents du ministère des finances vient de le relever dans sa dernière déclaration. Il y a pire, mais taisons-les... Pour le moment.

Arrivés au pouvoir par les moyens que l'on sait, les caciques du parti, ne se sentent pas redevables d'un électorat a fortiori d'un peuple, aussi s'étaient-ils permis tous les excès, toutes les extravagances dans une insouciance

certaines infrastructures donne à des hommes qui ont tort de croire que le progrès d'une société se mesure à la couleur et à la beauté des murs, à la hauteur des bétons dans la ville. Bien d'analystes se demandent bien si le parti, dans ses représentations régionales, dans une gestion hiérarchique, commande la promotion de la clientèle politique ? Comment ne pas le croire quand, certains qu'on n'a jamais vus dans les combats du parti, peuvent être au-devant de la scène, promus sous l'œil impuissant des structures décisionnelles sans doute, et dans le mépris de ce que les autres ont pu consentir comme sacrifices dans la vie du parti. Les privilèges du système ne



sont pas que des amis. Ils doivent pour beaucoup leur position, par leur filiation, pour être fils ou fille d'un tel. On ne l'a jamais connu dans le pays. Pendant que les enfants des autres vont mourir au front, les leurs sont cooptés et nommés, souvent envoyés loin de la poudrière nationale. Il y a quelques années, les Nigériens n'ont jamais connu la progéniture de leurs dirigeants, se demandant même souvent s'ils en ont. Aujourd'hui, épouse et enfants, débordent du champ familial et investissent l'arène politique, avec même souvent des personnalités qu'ils reçoivent et que les médias publics peuvent couvrir comme des activités officielles. Pourtant à une élection, un peuple n'élit qu'un homme, non un couple ! On peut d'ailleurs voir, pour s'effrayer des amalgames de socialistes viveurs, que même candidat à une présidentielle incertaine, un autre peut laisser une épouse, jouer à la première dame, occupant elle aussi des espaces libérés, allant ici et là pour faire étalage de sa générosité calculée qui est loin de ce qui pourrait être du mécénat. L'on a depuis une dizaine d'années l'impression que ce sont des familles qui ont pris en otage la République, que le pouvoir est devenu leur affaire pour qu'il ne profite qu'à eux seuls. On est où là ?

### ***L'oligarchie rampante dans une démocratie dévoyée...***

Au tout début du premier mandat, après les maris ou les épouses, ce sont les conjoints et les conjointes qui furent promues. Ainsi, les maris, les épouses et les frères, sinon les beaux frères, pour le bonheur des familles, dans le mépris des militants qui attendent, furent nommés à tour de bras, consacrant une démocratie familiale où on ne laisse pas tomber l'enfant et l'épouse mis dans les bonnes grâces du système : chacun devait trouver son compte. C'est la grande battue ! On aura beau dire que tant qu'ils ont les compétences requises, pareils actes pouvaient ne pas être condamnables, les Nigériens ne peuvent le comprendre étant entendu que cela ne fait pas partie de leurs mœurs. Ce n'est donc pas vrai qu'on se comporte

ainsi dans une démocratie. Notre démocratie ne saurait être conduite sans tenir compte de nos valeurs de civilisation qui doivent sur tout, guider nos actes. Tant qu'on n'est pas dans une aristocratie, l'on ne peut mêler les enfants et les épouses dans la gestion du pouvoir. Quand de telles personnes débordent de la consanguinité, des filiations et des alliances pour être dans la relation politique, un pouvoir ne peut que se fragiliser. Et pour le faire, la Renaissance n'en fait que trop, pensant avoir la progéniture la plus cultivée, celle d'esprit incomparable. Ainsi, comme frappé du sceau de l'inceste, un tel pouvoir qui, dans le cadre d'une démocratie, allie famille et pouvoir, ne peut qu'être mal perçu par un peuple qui ne peut croire qu'il puisse manquer tant de compétences et de valeurs en son sein pour faire la promotion de personne proches et de familles qui peuvent croire que le moment est venue pour elles de grimper dans l'échelle sociale. Il est arrivé que pour faire plaisir aux enfants, ce sont les gendres sans doute venus par calculs qui sont promus ou auxquelles on fait quelques privilèges. Tous, du sommet de l'Etat aux ministres, savent s'ils sont concernés ou pas par ces reproches et les Nigériens, y compris les militants déçus du parti présidentiel qui ruminent depuis neuf ans leurs douleurs, savent ceux qui inaugurent dans notre démocratie cet aristocratie désuet. Faut-il croire que ces enfants ne sont toujours pas sortis de leur minorité, incapables de s'élever par eux-mêmes, même serts et bardés de diplômes prestigieux, pour se servir des « bras longs » de papas afin d'atteindre des sommets ? Il y a quelques jours, un journal de la place rapportait que le ministre des finances arrangeait une place pour son enfant dans une institution financière ; mais alors que la maldonne est décriée et condamnées, faisant le buzz sur le net, alimentant les débats dans les fadas et faisant les choux gras de la presse, la contagion n'est pas prête de s'estomper, chacun voulant trouver un petit asile doré à son enfant avant la fin de la saison. C'est ainsi que sur les réseaux sociaux l'on apprend qu'un autre aurait trouvé le

moyen d'envoyer son « adorable enfant » loin de nos tourmentes, quelque part en Chine. Bienvenue au Gondwana... Comment ces pères peuvent-ils tant souffrir comme un père Goriot de leur amour paternaliste si débordant ?

Lorsque c'est le président de la République lui-même qui avait commencé, est-il possible d'arrêter la pratique à tout le moins malsaine ? C'est à croire qu'aucun autre militant du parti ou même des partis alliés ne peut être capable d'assumer ces responsabilités, ou mériter une confiance pour n'avoir qu'à faire recours à la famille pour y dénicher « l'oiseau rare ». Et on peut entendre des hommes se demander si, désormais, ces familles peuvent faire élire pour elles seules leur champion pour n'avoir plus besoin d'un autre et de son soutien ?

Il s'agit ici d'un abus qui peut témoigner à quel point ces socialistes n'ont aucun respect pour leur peuple et pour leurs militants. Ces pratiques qu'on n'a jamais connues dans le pays ne doivent donc pas rentrer dans nos traditions. Il faut donc arrêter la dérive et laisser la famille à l'écart des débats et des enjeux politiques. Une République n'est pas une aristocratie même si les socialistes semblent les confondre pour vouloir déjà, afin de s'incruster, s'attaquer à des familles, à vouloir les brutaliser comme si ce sont elles qui leur obstruaient des voies à la consécration qu'ils rêvent pour se placer au-dessus d'une société dont ils n'ont occupé jusqu'ici que les bas étages.

Peut-être qu'un jour, une presse doit avoir l'audace de revenir au cas par cas pour dévoiler ces accointances familiales malheureuses qui rabaissent notre démocratie pour en faire un instrument aux seules mains d'une féodalité, d'une clique incapable de penser la Nation et la République, la Démocratie et l'équité, la justice et l'égalité. En continuant de manière inconsidérée sur cette voie, la Renaissance ne risque-t-elle pas de créer les germes de sa propre destruction ?

Ce pays encore une fois, est sur des pentes dangereuses. Faisons attentions.

A.I



Rebondissement de la crise du MPR Jamahoriya

# Albadé Abouba face à l'ingratitude du PNDS-TARAYYA

Alors qu'on la croyait définitivement réglée avec l'exclusion de certains de ses protagonistes, qui ont même annoncé la création de leur propre parti politique, la crise qui secouait le Mouvement patriotique pour la République (MPR Jamahoriya) a rebondi de plus bel il y a quelques jours. Tout est parti d'une déclaration que la section régionale du MPR Jamahoriya de Zinder avait publiée, dans laquelle elle a indiqué retirer sa confiance au président du parti et actuel ministre d'État chargé de l'Agriculture et de l'Élevage, M. Albadé Abouba. Cette déclaration a été suivie par une autre publiée par la section de Niamey qui a pris la même décision de ne plus reconnaître à Albadé Abouba sa qualité de président du parti. Aussi curieux que cela puisse paraître, la déclaration de Zinder a été parainée par le président de section et ministre-conseiller à la Présidence de la République, M. Alma Oumarou. Nombreux sont les analystes qui pensent que le ministre Alma Oumarou ne peut jamais oser s'attaquer de manière si frontale à M. Albadé Abouba s'il n'est pas sûr d'avoir un soutien au sein du pouvoir. Ces analystes rappellent d'ailleurs que c'est suite à leur première brouille avec Albadé Abouba que M. Alma Oumarou et d'autres de ses collègues ont été nommés conseillers à la Présidence de la République avec rang de ministre. Les mêmes analystes font remarquer que depuis l'annonce, il y a quelques mois, par le MPR Jamahoriya présenter des candidats à tous les scrutins de 2011, de nouveaux remous ont commencé à être observés au sein du MPR Jamahoriya. Des médias proches du pouvoir ont commencé à tirer à boulets rouges sur Albadé Abouba. Ce dernier est présenté comme un despote qui gère son parti comme lui semble, sans tenir compte des avis de ses camarades. C'est le même reproche qu'on retrouve en premières lignes dans les déclarations des sections de Zinder et Niamey. Les mêmes médias sont encore revenus à la charge en donnant un large écho à ces déclarations, annonçant des jours sombres pour le président du MPR Jamahoriya. A analyser les choses de près, on peut aisément



se rendre compte que le ministre d'État Albadé Abouba est victime d'une machination de la part de ses «amis» du Parti nigérien pour la démocratie et le socialisme (PNDS-TARAYYA), le principal parti au pouvoir. Ces derniers voient sans nul doute d'un mauvais œil que l'homme ait des ambitions présidentielles, alors même qu'ils cherchent à réunir le maximum des partis au pouvoir autour de leur candidat pour continuer à garder le pouvoir après 2021. Il est vrai qu'en 2013 le ministre Albadé Abouba a été utilisé par le même PNDS-TARAYYA pour affaiblir le Mouvement national pour la société de développement (MNSD-NASSARA), en animant une crise qui a conduit à l'éclatement de ce parti. Cependant, le sort que le parti présidentiel est en train de réserver au président du MPR Jamahoriya relève de la pure ingratitude. Avant Albadé Abouba, beaucoup d'autres personnalités politiques qui ont cru à la sincérité et à la bonne amitié des responsables du PNDS-TARAYYA ont, malheureusement, été trahis et déçus par ces derniers; La première personnalité est sans nul doute l'ancien président de l'Assemblée nationale et président du Mouvement démocratique nigérien pour une fédération africaine (MODEN-FA/LUMANA-AFRICA); M. Hama Amadou. Après avoir aidé le PNDS-TARAYYA à accéder au pouvoir en 2011, l'homme n'a eu que deux ans et quelques mois de bonheur avec les responsables de ce parti. Accusé de vouloir s'allier avec l'opposition pour mettre le Président de la République Issoufou Mahamadou en cohabitation, il fut déclaré comme l'ennemi public N°1 du régime et soumis à une énorme campagne de harcèlement qui a abouti à sa mise en cause dans une indécente affaire de trafic des bébés et à sa condamnation à une peine de pri-

son. Pendant qu'il exerçait la plénitude de ses responsabilités de président de l'Assemblée nationale, Hama Amadou fut dépouillé de tous les privilèges que lui confèrent la Constitution et les autres lois de la République, dont la sécurité. La deuxième personnalité à faire face à l'ingratitude du PNDS-TARAYYA est l'ancien ministre d'État Abdou Labo et ancien vice-président de la Convention démocratique et sociale (CDS-RAHAMA). Après avoir été utilisé pour combattre le président de son parti Mahamane Ousmane, à qui il a finalement arraché le CDS-RAHAMA, Abdou Labo fut aussi mis en cause dans l'affaire de trafic des bébés. Jeté en prison pour plusieurs mois, il finit par perdre

même le parti qu'il a arraché à Mahamane Ousmane.

L'ancien ministre d'État Omar Hamidou Tchiana a aussi fait les frais de l'ingratitude du PNDS-TARAYYA. Alors qu'il était secrétaire général du MODEN-FA/LUMANA-AFRICA, l'homme avait aussi été utilisé pour déstabiliser son parti. Un jour, alors qu'il était membre du gouvernement, il fut débarqué sans ménagement. L'ancien ministre des affaires étrangères et président du Mouvement patriotique nigérien (MPN KIISHIN KASSA), M. Ibrahim Yacouba, a subi le même sort, après avoir servi le même PNDS-TARAYYA avec un engagement qui frisait le zèle.

Salifou Hamidou

## DÉCLARATION DE LA SECTION DE NIAMEY



Le Bureau de la Section MPR-Jamhuriya de Niamey, élargi aux présidents des sous sections, et des responsables de structures de participations, réunis ce jeudi 23 Janvier 2020, faisons la déclaration suivante :

- Condamnons avec la dernière énergie, les attaques barbares et criminelles que subit notre pays.
- Présentons, par la même occasion, nos sincères condoléances aux familles des victimes et souhaitons prompt rétablissement aux blessés.
- Remercions et encourageons nos forces de défense et de sécurité pour le sens du sacrifice dont elles continuent de faire preuve.
- Rappelons que la question sécuritaire, relève de la responsabilité de tous,
- Aussi demandons à tous les citoyens de coopérer avec nos vaillantes Forces de Défense et de Sécurité, pour mettre en échec les entreprises malveillantes de ces terroristes.
- Apportons notre soutien aux efforts entrepris et déployés par le Président de la République, Chef de l'État, Chef Suprême des Armées, Son Excellence Issoufou Mahamadou, dans le combat contre ces forces obscures, pour une paix durable.
- Demandons au Gouvernement de tout mettre en œuvre pour permettre à nos vaillantes FDS de vaincre ces forces du mal.
- Exprimons notre soutien ferme et indéfectible au Président de notre parti, SON EXCELLENCE ALBADÉ ABOUBA, pour son leadership, sa sagesse, sa persévérance et sa clairvoyance dans la conduite des affaires de notre parti ;
- Par conséquent demandons à toutes les militantes et à tous les militants et sympathisants de rester sereins et soudés derrière notre Président de Parti SON EXCELLENCE ALBADE ABOUBA.

Fait à Niamey, le 23 janvier 2020



Rapports de Transparency et de l'EIU

# Le Niger classé parmi les pays où règnent la corruption et l'autoritarisme

**La semaine dernière, l'association internationale de lutte contre la corruption, Transparency International et le «Economist Intelligence Unit (EIU)» ont publié leurs rapports, respectivement sur l'indice de la corruption dans le monde et sur l'état de la démocratie en Afrique. Malheureusement, le Niger occupe des rangs peu enviables dans chacun de ces rapports.**

Dans le rapport de Transparency International couvrant l'année 2019, le Niger est classé à la 120<sup>ème</sup> place sur les 180 pays concernés par le classement. Il a obtenu 32 points sur 100, reculant de deux points par rapport à 2018 où il avait obtenu 34 points. Même s'il n'est pas encore dans la liste rouge des pays considérés comme corrompus, le Niger fait partie des États où sévit la corruption. Cela n'est du reste pas surprenant pour de nombreux Nigériens et même des observateurs extérieurs qui suivent de près ce qui se passe dans ce pays ces dernières années. De nombreuses affaires relevant de la corruption sont régulièrement rapportées par des médias indépendants et même des institutions chargées de lutter contre la corruption comme la Haute autorité de lutte contre la corruption et les infractions assimilées (HALCIA). C'est le cas notamment des concours d'entrée à la Fonction publique et de l'attribution de certains marchés publics. Au moment même où ce rapport de Transparency International est rendu public, le bruit court sur une mauvaise utilisation présumée d'importantes ressources destinées à l'achat du matériel militaire pour la lutte contre le terrorisme. Des noms des personnalités civiles et militaires sont cités dans des détournements présumés de plusieurs milliards de francs CFA. Quant au rapport de «Economist Intelligence Unit», il classe le Niger à la 32<sup>ème</sup> place sur les 50 pays africains dont le système démocratique a été examiné. Selon ce rapport, le Niger est sous un régime autoritaire, à l'instar d'autres pays comme le Gabon, le Rwanda, le Togo et le Zimbabwe, entre autres. Il fait partie de la quatrième et dernière ca-

tégorie des pays, après ceux à «pleine démocratie» comme l'Île Maurice, à «démocratie imparfaite» comme le Botswana ou le Cap-Vert et à «démocratie hybride» comme le Sénégal, le Mali ou le Nigeria. Tout comme celui de Transparency, ce rapport n'a pas non plus surpris de nombreux Nigériens et les observateurs qui suivent de près ce qui se passe au Niger ces dernières années. S'éloignant totalement de son idéologie socialiste, le pouvoir du Président Issoufou Mahamadou est devenu subitement réactionnaire, au point qu'il est incapable de supporter la moindre contradiction. Peu respectueux des lois et règlements de la République, il est arrivé à un stade où il ne tolère plus les manifestations contestant sa gouvernance. C'est le cas notamment de celles de la société civile opposée à la présence des bases militaires étrangères au Niger. Depuis bientôt dix ans qu'il est au pouvoir, ce régime a catégoriquement refusé d'organiser des élections locales pour permettre aux populations de choisir leurs légitimes représentants au sein des collectivités, portant ainsi un coup dur à la démocratie. Il reste aussi l'un des rares dans la sous-région à refuser toute négociation avec l'opposition politique en vue de mettre sur pied un processus électoral consensuel, gage des élections transparentes et apaisées.

## Une douche froide pour le président Issoufou Mahamadou

Le moins qu'on puisse dire est que les rapports de Transparency International et de EIU sonnent une véritable douche froide pour le président Issoufou Mahamadou. Et pour cause! Les places occupées par le Niger dans ces deux rapports

tranchent avec ses discours à travers lesquels il s'est toujours présenté au monde entier comme un ennemi de la corruption et un démocrate hors pair. Ces rapports tombent d'autant mal pour le magistrat suprême nigérien qu'il entamera bientôt la dernière année de son second et dernier mandat constitutionnel. Difficile pour lui de redorer son blason pendant les quelques mois qui lui restent, surtout qu'il semble plus préoccupé à faire élire quelqu'un qui lui assurera ses arrières. Plus que par le passé, il va encore fermer les yeux sur ces cas de corruption



avérés pour espérer réunir assez des partis politiques autour de son candidat, en même temps qu'il va chercher à réprimer la moindre contestation pouvant faire obstacle à son projet.

Salifou Hamidou

Grève d'un mois des enseignants des universités publiques

## Le gouvernement jette de l'huile sur le feu

Depuis le 20 janvier dernier, toutes les activités académiques sont suspendues dans les différentes universités publiques du Niger. Pour exiger la satisfaction de certaines de leurs revendications, les enseignants de ces universités ont engagé une grève d'un mois. Entre autres revendications, il y a le paiement de certaines primes et le respect des règles démocrates propres aux universités, notamment dans le choix des responsables de ces institutions.

Alors qu'il a appelé les responsables du syndicat des enseignants à des négociations, le ministre de l'enseignement supérieur Yahouza Sadissou a envoyé une note circulaire aux recteurs des différentes universités pour les instruire à opérer des coupures sur les salaires des enseignants au prorata des jours de grève observés. Il est évident que le ministre Yahouza, qui n'est pas membre du principal parti au pouvoir, a dû attendre des consignes pour agir ainsi. Il est sans doute poussé par le gouvernement. L'un dans l'autre, cette menace d'opérer des coupures sur les salaires des enseignants risque d'envenimer la situation. En effet, com-

ment les enseignants des universités peuvent-ils avoir confiance au gouvernement, même si ce dernier venait à prendre des engagements par rapport à leurs revendications, quand ce même gouvernement pense casser leur mouvement de grève en agitant des menaces de coupures sur leurs salaires? Il y a comme un manque de volonté de la part de ce gouvernement de trouver une solution rapide à la grève enclenchée par les enseignants pour que les activités académiques reprennent le plus tôt possible.

Salifou Hamidou

### Le Canard en furie

Hebdomadaire Satirique Nigérien

**Siège Terminus, 1<sup>er</sup> virage à gauche après l'Hôtel Terminus en venant du Rond point Grand Hôtel, tout droit jusqu'au bout de la rue.**

Directeur de publication

Arouna Yacouba

99.34.21.99

Directeur Commercial

Inoussa DICKO

Email: [lecanardenfurie@gmail.com](mailto:lecanardenfurie@gmail.com)

Conception & Composition

**Le Canard en furie**

Tirage: 1000 Exemplaires sur

Les presses de G.I.N



# L'IIS Koubeyni de Gaya : aller plus loin...

L'IIS Koubeyni, l'Institut International de Santé de Gaya, pour la deuxième fois depuis sa création il y a quatre ans, a célébré le samedi 18 janvier dernier la sortie de sa deuxième promotion, par

notamment du Bénin voisin. On peut d'ailleurs noter en plus des autorités locales, notamment le représentant du préfet de Gaya, le représentant du Chef de Canton, le vice maire de Malanville, le

teur, Dr. Tidjani Boureima et son équipe, l'Institut gagne en confiance, connu désormais par la rigueur de sa formation, par la qualité de son environnement.

La cérémonie était ponctuée de remise de témoignages aux collaborateurs et de prix d'excel-



a aidé énormément dans la phase de création et d'installation de l'Institut, a été baptisée, « Promo-



une cérémonie de remise de diplômes à la suite de l'examen de certification en santé de la session de 2019 et de prestation de

vice maire de Gaya, le Directeur régional de l'enseignement professionnel de Dosso, les responsables des corps habillés,



lence composés d'un ordinateur portable pour le premier et d'une tablette pour les deux autres prix, sans oublier que l'Institut octroie à tous pour conti-

tion Adamou Imrane Maiga ». Le Directeur Général n'a pas manqué de lui rendre un vibrant hommage ; saluant sa so-



serment des admis à qui s'impose cet exercice avant leur entrée en fonction. Ce fut une grande cérémonie haute en couleurs qui a drainé une foule immense, faite de responsables, de collaborateurs, de familles, d'amis, de partenaires, de parents venus souvent de contrées lointaines,

l'Inspecteur de l'enseignement professionnel du département de Gaya, de scolaires et fonctionnaires de la ville, une foule riche, bigarrée, conquise, intéressée.

Sur 49 candidats présentés, 47 sont admis avec plus de 22 mentions. Peu en peu, par l'abnégation de son Directeur-fonda-



nuer leurs études, une demi bourse, et une bourse complète pour le premier de la région de Dosso, issu de l'IIS.

La promotion qui sort, en l'honneur d'un homme qui

lidarité désintéressée pendant les moments difficiles, souvent désespérés dans la phase de création de l'établissement.